

Les repentis de Bretton-Woods

La Banque mondiale fait dans la repentance : «Il faut repenser le rôle de l'État dans la finance.»

Selon un nouveau rapport, rendu public ce 12 septembre (*), elle préconise «de repenser le rôle de l'État dans le secteur financier». Objectif avoué : «Trouver un meilleur équilibre entre, d'une part, le soutien au crédit et l'aide d'urgence en faveur des banques, d'autre part, les mesures visant à promouvoir la transparence et la concurrence en cas de crise.» La formule reste ambiguë, mais elle constitue un désaveu de la dérégulation financière qui a traversé les États-Unis, y compris sous l'administration démocrate Clinton, et l'Europe, alors que le socialiste Delors était à la Commission.

De l'avis autorisé de Mahmoud Mohieldin, directeur général du Groupe de la Banque mondiale, il est aujourd'hui attendu des États «d'assurer une supervision rigoureuse et une saine concurrence dans le secteur financier». Toutefois, il n'envisage pas un franc retour de l'État, préférant lui «privilégier plutôt des interventions indirectes».

Le document publié peu de temps avant le quatrième anniversaire de la faillite de Lehman Brothers au plus fort de la crise financière mondiale en 2008 réunit les données nationales de 205 économies depuis les années 60.

Le texte réexamine le rôle de l'État comme propriétaire et promoteur du secteur financier, par ailleurs responsable de sa régulation

et de sa supervision, afin de dégager les enseignements de la crise à partir de nouvelles données, analyses et expériences pratiques. Il examine le comportement des systèmes financiers durant la crise financière mondiale en focalisant sur quatre caractéristiques : la taille des institutions et des marchés financiers, l'accès aux services financiers, l'efficacité et la stabilité.

Une des contributions originales du rapport porte sur les banques publiques. Durant la crise, de nombreux pays en développement se sont appuyés sur les banques d'État pour faire face à la contraction du crédit. Les autorités ont injecté des capitaux dans les banques publiques pour couvrir les prêts existants ou accorder de nouveaux crédits aux exportateurs et aux petites et moyennes entreprises, ou encore relever le plafond du crédit des banques publiques.

Selon le rapport, ces interventions ont contribué à freiner la propagation de la crise, mais elles ont peut-être un inconvénient : des pratiques inefficaces en matière de prêts, qui, dans certains cas, sont motivés par des raisons politiques. L'analyse du comportement des banques publiques durant la crise financière révèle, pour l'essentiel, les tendances suivantes : «Certaines de ces interventions ont contribué à atténuer l'impact de la crise à court terme, mais elles pourraient avoir un effet négatif à long terme et engendrer un portefeuille de créances douteuses. Selon les

données dont on dispose à ce jour, les prêts de mauvaise qualité accordés pour des raisons politiques ont initialement aggravé la crise dans de nombreux cas. Pendant la crise, les banques publiques ont eu tendance à prêter davantage aux gros emprunteurs, qui n'avaient pas nécessairement le plus besoin de ces fonds, alors que les acteurs de plus petite taille n'avaient qu'un accès limité au crédit.»

Le clientélisme, l'accès discrétionnaire au crédit résultant de la gestion patrimoniale de l'État et d'autres fléaux affectant la répartition des charges publiques n'autorisent pas encore une bonne gouvernance dans notre pays.

Pour revenir à notre propos du jour, l'aveu de la Banque mondiale ne suffit certainement pas à faire de ses experts de la Banque, formatés et scellés selon le modèle néolibéral, des néo-bolchéviks. S'ils réhabilitent le retour de l'État dans la sphère financière, ils prennent bien soin de le circonscrire à un seul domaine : l'amélioration de la supervision, de la concurrence et de l'infrastructure financière.

Voilà qui, pour des États qui n'ont pas la mémoire courte, doit définitivement disqualifier leurs Chicago Boys indigènes. Ils étaient nombreux chez nous à pousser à la privatisation de la plus vieille institution bancaire du pays, le Crédit populaire d'Algérie, en 2007. Fort heureusement, l'opération avait été suspendue sine die, mais ses commanditaires courent toujours (**).

Trois événements majeurs auront précipité la décision politique de mettre le holà sur ce qui s'annonçait être le scandale du siècle. Le premier semble être le retrait de l'un des six postulants, l'espagnol Santander, retrait accordant encore plus la thèse d'une chasse gardée française d'autant plus crédible qu'elle conforte les observations faites sur les priorités qu'accordent les Français dans l'orientation de leurs intérêts économiques en Algérie. Marché captif français, le secteur bancaire l'est à plus d'un titre. Santander évincée, Citibank affirmant son aversion pour la banque de détail, il ne restait que

Natixis pour faire face à quatre autres établissements français (Société Générale, BNP-Paribas, Banques populaires et Crédit agricole) pour la reprise de 51% du capital du CPA. Avec une petite longueur d'avance pour le Crédit agricole qui, bien qu'absent d'Algérie, se déclarait prêt à signer le gros chèque pour laisser ses concurrents sur le carreau tout en faisant valoir discrètement d'autres «arguments historiques» : le refus de la Société Générale de reprendre de gré à gré le CPA en 2002 sous prétexte des attentats du 11 septembre 2001, l'absence de BNP Paribas lorsque la situation financière était au rouge. Natixis, banque corporate, du groupe Banques populaires campe, elle, dans la discrétion. En bout de course, un autre lourd contentieux «historique» aura eu raison des ambitions des banques françaises. Contrainte au rééchelonnement par l'intransigeance française, l'Algérie a par ailleurs vu son risque pays sévèrement évalué par la Coface (dont Natixis est l'actionnaire majoritaire), lui occasionnant au passage le règlement de primes d'assurances élevées et associées à un véritable racket. Autre fait pénalisant pour la privatisation du CPA au profit d'un repreneur français : l'abrogation de la circulaire Ouyahia du 8 août 2004 et l'autorisation accordée aux banques privées algériennes ou filiales de groupes bancaires étrangers opérant en Algérie de recevoir les fonds des entreprises publiques. Une abrogation d'autant plus précipitée que la «plaie Khalifa» n'est pas encore cicatrisée et que sa pathologie n'a pas encore livré tous ses secrets (si tant est qu'ils le seront un jour). Intervenant peu avant la remise des offres techniques et financières pour la privatisation du CPA, cette abrogation avait été décriée comme étant une prime avancée au repreneur... français.

Last but not least, les interventions publiques, pour le moins maladroites, de l'ancien ministre des Finances, associées à des placards publicitaires, tout aussi maladroits du repreneur potentiel, le Crédit agricole français, ont fini par exaspérer nombre d'observa-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

teurs avertis, acteurs et sujets politiques.

Toucher aux banques publiques est une folie. Leur substituer des banques privées, locales (toutes liquidées) ou étrangères (d'affaires) n'est également pas à l'ordre du jour. Enfin, le sort des créances douteuses du CPA (estimées à 900 millions de dollars) participait à donner à l'opération une forte odeur de prescription mafieuse au détriment de la collectivité nationale.

Le hasard fait souvent bien les choses !

A. B.

(*) Global Financial Development Report : Rethinking the role of the State in finance (rapport sur le développement financier dans le monde : repenser le rôle de l'État dans la finance).

(**) Peu avant l'éclatement de la crise financière, sous le titre «Zones d'ombre», nous nous efforçons de dévoiler les raisons qui ont fort heureusement concouru à bloquer ce processus honteux qui aurait occasionné un préjudice incalculable aux finances publiques. Voir *Le Soir d'Algérie*, dimanche 25 novembre 2007.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

COMMÉMORATION



Le vendredi 28 septembre 2012, à 10 h, comme chaque année depuis son assassinat en 1995, la famille et les fidèles amis d'**Aboubakr Belkaïd** se recueilleront sur sa tombe au cimetière El Alia (carré des moudjahidine).

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Vos p'tites urgences et notre quotidien !

Tata Louisa ira aux élections. Tata y va toujours. A-t-on déjà vu Tata ne pas y aller un jour ?

Allons ! Allons !

Aux confrères d'*Al-Khabar*, Abderrahmane Belayat, membre du bureau politique du FLN, a déclaré ceci : «Ceux qui pensent que Bouteflika est fâché contre Belkhadem se trompent lourdement.» Cette phrase est importante. Si ! Si ! Je vous assure qu'elle renseigne mieux que mille analyses fines et documentées sur le drame algérien. Cette phrase de Belayat est un indicateur hyper-fiable de la fracture nette, de plus en plus profonde entre une caste et un peuple. Entre une secte et une population vivant à la périphérie misérable des résidences de cette secte. Cette phrase dit bien l'impossible lien entre eux et nous. Parce qu'au fond, même des périphéries misérables peuvent de temps en temps monter des réponses à ce genre d'ineptie prononcée présentement par un membre du FLN. Mais, Ya Si Belayat, qu'est-ce qu'on en a à cirer que Bouteflika soit en colère ou pas contre Belkhadem ? En quoi les rapports entre ces deux-là, leur degré d'amitié ou d'animosité mutuelles peut-il constituer une préoccupation pour les Algériennes et les Algériens ? Parce que là, quand je lis «les gens qui pensent que le raïs est fâché contre Belkhadem se trompent», il n'y a qu'une question qui me vient aussitôt à l'esprit : qu'eeeeeeeeels gens, Ya Si Belayat ? Etes-vous sérieux lorsque vous prenez ainsi le

temps, le nôtre bien sûr qui avons payé quinze dinars pour lire *Al-Khabar* pour l'employer à nous décrire les amours entre Tab Djnanou et l'Empastillé ? Rien à f..., Monsieur Belayat ! Ils peuvent s'aimer. Ils peuvent se détester. L'un peut tomber en disgrâce au signal que l'autre donnera. Ils peuvent se rabibochoer demain matin, à l'heure du café, devant les caméras, rien à faire de tout ce cincho ! Et c'est ce que vous ne semblez pas comprendre. Ou que vous faites semblant de ne pas comprendre. Il y a vos affaires de cour, de basse-cour, vos feuilletons d'amour et de désamour. Et puis, il y a l'Algérie, Ya Si Belayat. Et dans le quotidien des Algériens, les crépages de chignon dans les doudes du Palais, ça ne fait plus d'audimat depuis des années déjà. Une sorte de révolution citoyenne tranquille qui s'est faite sous vos balcons dorés sans que vous n'en preniez conscience ou que vous avez feint d'ignorer. Les Algériens, empêchés de manifester, censurés dans leur expression citoyenne et ignorés, ont retourné contre vous cette arme formidable du mépris profond. Et comment ne pas mépriser ce niveau-là d'intervention dans le débat, au moment où le pays tout entier est agité de malheurs, un monsieur comme vous, Ya Si Belayat, vient nous faire ce genre de «révélation fracassantes» : «Vous savez, Bouteflika n'est pas du tout en colère contre Belkhadem, vous avez compris ?» Ridicule ! Proprement ridicule et presque irréel de déracinement et d'éloignement sidéral. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.